



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Engager les jeunes dans la reconstruction du Mali

© UN Photo / Marco Dormino

Geographical scope/benefitting country(ies):	Mali
Duration (in months):	24/36 mois
Name and Unit of project Officer	Lazare Eloundou Assomo, Directeur, Bureau de l'UNESCO à Bamako
Partner(s) institutions:	
Total estimated budget inclusive of Programme Support costs	1,300,000 USD

Rationale and background

Depuis janvier 2012, le Mali traverse une profonde crise sociale, institutionnelle et sécuritaire. Pour sortir de cette crise et faire face à l'urgence, le Mali est soutenu par plusieurs organisations et organismes locaux, régionaux et internationaux, dont l'UNESCO qui demeure plus que jamais déterminée à appuyer la consolidation de la paix et de la sécurité.

Le Cadre Conjoint des Nations Unies d'Appui à la Transition au Mali (CCAT)¹ de mars 2013, mentionne explicitement que « *L'impact de la crise actuelle au Mali a des répercussions sur tous les aspects du développement humain. Au-delà de la rupture de l'ordre constitutionnel, des pertes en vies humaines et dommages matériels, la crise a également affaibli les institutions démocratiques, créé une polarisation sociale et entamé la culture démocratique et politique qu'il faudra rétablir. Les efforts menés jusqu'ici en matière de prévention des conflits, de promotion de la paix et de résilience sociale dans un environnement fragile n'ont pas permis d'éviter la crise.* » La Priorité/Axe 1 du CCAT² a pour objectif de renforcer la gouvernance démocratique avec un accent particulier sur la restauration de la paix.

¹ <http://www.ml.undp.org/content/dam/mali/docs/operations/CCAT%20MALI%20Final%20-%2024%20Avril%202013.pdf>

² « La gouvernance démocratique et économique et la paix sont restaurées dans un cadre respectueux des Droits Humains ». Le CCAT couvrira l'ensemble de la période de transition et même au-delà (de 12 à 24 mois) jusqu'à ce que le contexte socio-politique permette la revue du nouvel UNDAF, ce qui fera ainsi la jonction entre les deux cadres programmatiques que sont l'UNDAF pour 2008-2012 et le suivant.

Plus récemment, le 26 janvier 2014, à l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation au Mali, Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général, a appelé la communauté internationale à continuer à soutenir les efforts pour aider le pays à sortir définitivement de la crise.

Dans ce contexte, victimes directes et indirectes de la profonde crise que vit le Mali, les jeunes sont aujourd'hui au centre de tous les enjeux.

Beaucoup ont été enrôlés de force, ont subi des violences dont des viols, ont été déplacés, déscolarisés. Un grand nombre d'entre eux ont perdu leur emploi. Représentant 60% de la population malienne, les jeunes femmes et hommes constituent la principale force à même d'impulser le changement et un nouveau départ pour un Mali émergent. Ils sont le présent et l'avenir du pays³.

Il est donc important que les jeunes femmes et hommes soient intégrés au processus de reconstruction du pays en tant que bénéficiaires de cette reconstruction mais également en tant qu'acteurs de celle-ci. La jeunesse malienne doit pouvoir contribuer, de façon durable et responsable, à l'instauration d'une culture de paix et au renforcement de la démocratie. Pour permettre aux jeunes femmes et hommes d'agir en ce sens, il convient de créer un environnement favorable au Mali leur permettant de :

- développer leurs compétences,
- d'exercer leurs droits,
- d'être reconnus en tant que citoyens,
- et, de participer à ce titre, concrètement et de façon significative à la vie publique malienne, en particulier à la prise de décisions concernant les politiques sociales, économiques, éducatives et culturelles, et aux processus de planification.

Le projet proposé consiste en une approche holistique et multidisciplinaire visant à soutenir l'engagement des jeunes femmes et hommes dans la prise de décision politique et sociale, aux niveaux national comme communautaire, avec un accent particulier sur la perspective de l'égalité des genres.

Why UNESCO ?

Dans ce but et en cohérence avec sa Stratégie opérationnelle pour la jeunesse pour 2014-2021⁴, l'UNESCO propose de se concentrer prioritairement sur les besoins suivants :

- (i) la formulation/révision des politiques de jeunesse en faisant participer les jeunes ;
- (ii) le renforcement des capacités de la jeunesse pour la transition vers l'âge adulte ;
- (iii) l'engagement citoyen des jeunes femmes et hommes maliens et leur participation au processus démocratique.

La capacité à apporter une réponse multidisciplinaire aux besoins des jeunes femmes et hommes confère à l'UNESCO une position unique au sein du système des Nations Unies où se conjuguent des programmes dans les domaines de l'éducation, les sciences sociales et humaines, les sciences exactes, la culture, la communication et l'information, qui sont autant de sujets au cœur même des politiques de jeunesse. Aussi, l'Organisation travaille avec des partenaires inédits et se distingue par la diversité des acteurs et des protagonistes avec qui elle entretient des liens programmatiques, qui possèdent une base importante d'expériences ayant fait leurs preuves. Une autre dimension est la capacité de l'UNESCO de développer des dynamiques nouvelles basées sur l'anticipation et la prospective, deux approches incontournables quand il s'agit de structurer un cadre partant du postulat que les jeunes sont

³ <http://fr.unesco.org/events/forum-national-jeunesse-au-mali-consolidation-paix-reconstruction-nationale>

⁴ <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002271/227150f.pdf>

de véritables agents du changement. En matière de participation de jeunes, l'Organisation dispose d'un nombre important d'outils et d'expériences multiples et variés tant du point de vue de la méthode que de l'approche.

L'UNESCO mettra à disposition son expertise dans les domaines précités en adoptant une approche et une méthodologie participatives. Elle utilisera une méthodologie élaborée par l'Organisation relative au développement/à la révision d'une politique nationale de jeunesse avec la participation des jeunes.

L'Organisation s'appuiera également sur des outils pédagogiques spécifiques, déjà testés et appliqués dans d'autres pays. Ces outils sont destinés à renforcer les connaissances, les compétences et les capacités intrinsèques des jeunes, à les sensibiliser davantage à la vie citoyenne afin qu'ils puissent participer aux processus démocratiques et contribuer à une culture de paix et des droits de l'homme⁵.

Ce projet répond à la priorité globale que l'Organisation accorde à la région Afrique⁶, et contribue au Résultat escompté du 37 C/5 (MP III, Axe d'action 3, Résultat escompté 6), « Renforcement des capacités des États membres de concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques de la jeunesse multiparties prenantes et inclusives et engagement des jeunes des deux sexes dans la consolidation des communautés et les processus démocratiques ».

Overall Goal/Objective

Développer une politique publique de jeunesse avec la participation de la jeunesse malienne, et engager les jeunes femmes et hommes dans le processus de reconstruction post-conflit à travers le renforcement de leur engagement civique et de leur participation démocratique locale.

Main expected results

1. Deux ans après le démarrage du projet, les autorités nationales développent une politique nationale de jeunesse inclusive et participative, y compris le plan d'action.
2. L'engagement citoyen et la participation démocratique pour les jeunes femmes et hommes est parallèlement promu au niveau local, en un processus continu.

Activities and outputs/deliverables relating to the achievement of expected results

L'UNESCO travaillera avec des partenaires clés afin de fournir une assistance technique à deux niveaux : 1. national et 2. local, et ce, à travers des interventions complémentaires et synergétiques.

1. Niveau national – développer une politique publique de jeunesse, accompagnée de son plan d'action.
 - a) Mettre en place une stratégie permettant i) le développement d'une politique nationale de jeunesse participative, inclusive sensible à l'égalité des genres et

⁵ Notamment le *Manuel d'apprentissage pour la démocratie pour les jeunes en Tunisie*, UNESCO, 2011 : <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002152/215297F.pdf>

⁶ Voir Stratégie opérationnelle pour la priorité Afrique (2014-2021) : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002244/224489f.pdf>

répondant aux défis actuels qui touchent la jeunesse malienne, y compris la formulation du plan d'action.

- b) Renforcer et consolider le Conseil National de la Jeunesse pour prendre en compte la voix des jeunes femmes et hommes dans l'élaboration de la politique nationale de jeunesse.

2. Niveau local – engager les jeunes femmes et hommes dans le processus de reconstruction post-conflit à travers le renforcement de l'engagement civique sur le terrain et la participation démocratique locale.

Beneficiaries and stakeholders

L'initiative propose un ensemble complet d'outils de renforcement des capacités dédiés aux :

- décideurs de la sphère politique,
- organisations de jeunesse et autres acteurs de la société civile,
- et autres acteurs concernés par les questions de jeunesse au Mali.

Les actions existantes menées sur place dans ce domaine par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux seront prises en compte dans la conception détaillée du projet.⁷

Une politique nationale de jeunesse doit être inclusive et transversale, élaborée étroitement de façon participative avec les jeunes et en adoptant une approche multi-parties prenantes. Il est également indispensable de créer des mécanismes et des habitudes de dialogues entre les jeunes et les diverses parties prenantes (décideurs, professionnels, chercheurs, acteurs concernés) en vue de générer une synergie entre les générations ainsi que des opportunités d'interactions entre les différents univers et in fine, faire émerger une politique intégrant des visions croisées. Par conséquent, la politique de jeunesse sera développée avec la participation des jeunes. Une gouvernance particulière sera mise en place pour permettre la consultation et l'implication des acteurs concernés (autorités de la sphère politique, organisations de jeunesse, intellectuels/académiques reconnus, associations sociales).

Implementation strategy

1. Niveau national – développer une politique publique de jeunesse, accompagnée de son plan d'action.

- a) **Mettre en place une stratégie permettant i) le développement d'une politique nationale de jeunesse participative, inclusive sensible à l'égalité des genres et répondant aux défis actuels qui touchent la jeunesse malienne, y compris la formulation du plan d'action.**

L'UNESCO mènera une action de plaidoyer auprès des autorités. Elle fournira des conseils techniques et un soutien de renforcement des capacités d'une part aux représentants de la sphère politique et d'autre part aux organisations de jeunesse et aux acteurs œuvrant dans le domaine de la jeunesse, en vue de promouvoir une politique de jeunesse intersectorielle, participative et inclusive.

Pour ce faire, l'UNESCO utilisera la méthodologie élaborée par l'Organisation, relative au développement/révision d'une politique nationale de jeunesse avec la participation des jeunes. Cette méthodologie prend en compte les leçons tirées des expériences antérieures

⁷ A cet égard, il est important de noter que le Mali dispose d'ores et déjà d'une Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali) ainsi que d'un Plan d'Action genre pour 2011-2013.

ainsi que l'ensemble du travail mené dans ce domaine par d'autres agences des Nations Unies et acteurs concernés.

Une étude préliminaire sera menée pour analyser la situation de la jeunesse malienne et établir une cartographie des parties prenantes. Cette étude permettra de préciser les besoins et de définir les orientations majeures et les priorités, y compris la question de l'égalité des genres. Elle permettra également de prendre en compte l'ensemble des parties intéressées au processus et de pouvoir ensuite les impliquer de façon organisée.

La politique de jeunesse sera développée avec la participation des jeunes, y compris les jeunes femmes, en ligne avec les instruments et textes normatifs. Une gouvernance particulière (*steering committee*, advisory committee, etc.) sera mise en place pour permettre la consultation et l'implication des acteurs concernés (autorités de la sphère politique, organisations de jeunesse, intellectuels/académiques reconnus, associations sociales), en fonction de leur niveau d'expertise, d'engagement et de responsabilités.

Un plan d'action sera ensuite élaboré pour traduire la politique jeunesse en actions. Il détaillera les actions à mener ainsi que les coûts induits à budgéter.

b) Renforcer et consolider le Conseil National de la Jeunesse pour prendre en compte la voix des jeunes femmes et hommes dans l'élaboration de la politique nationale de jeunesse

Parallèlement au développement d'une politique nationale de la jeunesse, il sera important de soutenir et d'inciter la société civile malienne à renforcer et consolider le Conseil National de la Jeunesse afin que celui-ci soit plus représentatif de la jeunesse du pays et pleinement impliqué dans les prises de décision touchant la jeunesse malienne.

Le Conseil National doit pouvoir agir en tant que plateforme de dialogue, d'échanges et de médiation. Une telle structure est essentielle pour porter la voix de tous les jeunes femmes et hommes de façon à garantir l'inclusion de tous les groupes de jeunes.

Il est aussi fondamental de sensibiliser les autorités nationales pour donner au Conseil toute la place qu'il mérite et qu'il soit activement impliqué dans les processus de prise de décision.

Les actions précises à mener devront être identifiées en fonction des résultats d'un état des lieux préliminaire sur la situation actuelle du Conseil National de la Jeunesse malien.

2. Niveau local – engager les jeunes femmes et hommes dans le processus de reconstruction post-conflit à travers le renforcement de l'engagement civique sur le terrain et la participation démocratique locale.

Les interventions aux niveaux national et politique ne peuvent être efficaces que si elles sont complétées par des actions au niveau local permettant :

- d'atteindre toutes les populations,
- et d'avoir un impact positif sur leurs communautés.

L'objectif de cette action est de mettre l'accent sur l'engagement citoyen local en développant les compétences des jeunes femmes et hommes et en leur offrant des opportunités leur permettant de s'engager de manière constructive dans la reconstruction du Mali.

Il s'agit d'étendre les bonnes pratiques notamment développées depuis 2011 en Tunisie et ailleurs, et de les adapter à la situation au Mali. L'UNESCO a développé, en collaboration étroite avec les autorités tunisiennes et la société civile, un Manuel d'apprentissage de la

démocratie pour les jeunes en Tunisie⁸ et un Guide d'utilisation⁹, prenant en compte l'égalité des genres, pour sensibiliser les jeunes femmes et hommes de 18-24 ans sur : a) les normes, principes et instruments universels et internationaux qui les protègent, b) le cadre légal national, et c) les questions, défis et bonnes pratiques dans la mise en œuvre de ces principes en Tunisie.

Des sessions de formation basées sur le manuel ont été mises en place dans plusieurs régions de la Tunisie à l'attention de jeunes femmes et hommes dans les écoles ainsi que ceux de la société civile¹⁰.

L'UNESCO propose de mener ce travail de contextualisation au Mali avec toutes les parties prenantes (juristes, représentants de la sphère politique, société civile) et en particulier avec les jeunes femmes et hommes, en adoptant une approche inclusive et participative.

Sustainability and exit strategy

La valeur ajoutée du projet proposé est qu'il est conçu et qu'il sera mis en œuvre de manière à développer ou renforcer les ressources endogènes et à créer une dynamique autoportante. Cette dynamique sera par la suite maintenue par les acteurs et les parties prenantes au niveau national et local qui auraient été impliqués en amont dans la mise en œuvre du projet.

Le projet est conçu de manière à garantir la durabilité de ses résultats au-delà de son achèvement. A cet égard, une attention particulière est portée au renforcement des capacités des jeunes femmes et hommes, des organisations de jeunesse, notamment le Conseil National de la Jeunesse, et d'autres parties prenantes, à l'élaboration d'une politique de jeunesse engageant et impliquant les jeunes femmes et hommes du Mali, et à l'engagement civique des jeunes et leur participation au processus démocratique du pays.

⁸ <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002152/215297F.pdf>

⁹ <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002258/225893F.pdf>

¹⁰ L'UNESCO a facilité le lancement d'un projet de réforme de l'éducation citoyenne, basée sur les évaluations des expériences pilotes permises par le Manuel (renforcement de capacités des jeunes et des pédagogues, lancement de clubs de citoyenneté, etc.). Ce travail a abouti à l'élaboration d'une stratégie nationale d'éducation à la citoyenneté en milieu scolaire, appuyée par 6 agences des Nations Unies (UNESCO, PNUD, UNHCR, UNICEF, UNFPA, OHCHR) coordonnées par l'UNESCO. En 2014/2015, le manuel devrait servir de base pour (i) réviser les manuels scolaires, (ii) former des enseignants pour enseigner l'éducation à la citoyenneté et encadrer les clubs de citoyenneté.